

Le Sursaut Anarchiste



"Maintenant et toujours le coronavirus c'est le pouvoir, maintenant".

Francisco ASCASO ABADIA

Honneur et anarchie

AVERTISSEMENT

Vous étiez bêtes et cons avant l'épidémie de Covid 19. Confinés, cela ne devrait pas s'améliorer si vous allumez la télévision.

Heureusement (sic), et en toute objectivité, bien sûr, ce numéro spécial du *Sursaut Anarchiste* va permettre et favoriser l'élévation générale de la réflexion intellectuelle et culturelle pour le plus grand bien de tous.

La résistance à l'oppression et à la tyrannie, est le premier devoir de l'homme et aussi le premier droit que lui donne la Nature. Sans ce droit les autres sont oisieux et ridicules parce qu'ils sont dépourvus de valeur.

PROPOSITION

N° 20, avril 2020

Accomplir le maximum dans le minimum de temps
MAINTENANT

MAINTENANT

MAINTENANT

MAINTENANT

UN VOYAGE MANQUE
 PARCE QU'IL N'AVAIT PAS UNE IDÉE DES TEMPS QUI PASSENT

UNION EUROPÉENNE
 La directive "temps de travail"

- ...devons jamais utiliser d'assistant électrique comme calendrier
- ... concept du « renouvellement »: une simple routine journalière qui donne
- Cbalancer notre vie et nos objectifs...
- Et 343 autres possibilités.

MAINTENANT

Gratuit...
 Obtenez votre copie
 du guide "59 Astuces
 de DESTRUCTION du temps
 prescrit"

Oui, je veux gagner du temps dans le temps

je jouer - créons nous-mêm - égalité

Entende la révolte - lib

MAINTENANT

il est temps en parler le faire

Association/SA : l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

ANNONCIE SÉRIEUSE

Emilio Hugas et Martí Borràs, in *La Justicia Humana*, Barcelone, 1896.



Lisez, diffusez, propagez !
 Le seul aperiodique appelant authentiquement à la révolution émancipatrice.

Editorial : des NOUVELLES de CEUX QUI NOUS GOUVERNENT

(sur l'air de *Fais pas ci, fais pas ça* de Jacques Dutronc)

Faisons simple, après les ordonnances décrétées grâce à l'état d'urgence sanitaire :

1- Le ministre du budget (mais pas seulement lui) voudrait que, lors de la période de confinement, les salariés prennent sur leurs jours de congé, et cela après nous avoir répété inlassablement que ce confinement ce n'était sûrement pas des vacances.
Pourriture parmi les pourritures.

2- Le ministre de l'agriculture (mais pas seulement lui), tel Mao Zedong en Chine et Pol Pot au Cambodge, voudrait envoyer ceux qui ne « travaillent » pas à la campagne, vider les villes pour remplir les campagnes.
Les universités sont fermées, qu'à cela ne tienne, envoyons les étudiants à la campagne...
Les lycées sont fermés, qu'à cela ne tienne, envoyons les lycéens à la campagne...
Les collèges sont fermés, qu'à cela ne tienne, envoyons les collégiens à la campagne...
Et ne parlons pas des écoles et des crèches.
Pourriture parmi les pourritures.

3- Le ministre de l'éducation nationale (mais pas seulement lui, encore qu'avec lui on tombe dans le cynisme le plus abjecte) prévoit la reprise des établissements scolaires, de la crèche à l'université, pour le 4 mai. De qui se moque-t-il ? Il aura donc, d'ici cette date, tester tous les élèves, tous les enseignants et tous les administratifs au sortir du confinement. De qui se moque-t-il ? Qui va organiser puis réaliser ces tests ?
Pourriture parmi les pourritures.

4- Les ministres de l'économie et du travail (mais pas seulement eux) veulent faire passer la semaine de travail de 48 heures maximum à 60 heures pour les emplois « essentiels ». L'état d'urgence a bon dos...Travailler sans moyen, sans protection. De qui se moquent-ils ?
Confinons-nous au travail et indiquons correctement la date et l'heure de sortie quotidienne... Mais pas plus d'une heure...
Pourritures parmi les pourritures.

5- Le pompon revient à (cette conne de) Sibeth Ndiaye. Citons : « Nous n'entendons pas demander à un enseignant qui aujourd'hui ne travaille pas de traverser toute la France pour aller récolter des fraises gariguettes ».
Pourriture parmi les pourritures.

Comme on nous affirme que rien ne sera plus jamais comme avant, pourvu que rien ne soit jamais plus comme après !!

La France est confinée ETAT D'URGENCE SANITAIRE



Une rue de Paris ces jours-ci.

« Dehors, le cerceuil, dedans la télévision, la fenêtre ouverte sur un monde fermé ! »

Contester le danger du coronavirus relève à coup sûr de l'absurdité. En revanche, n'est-il pas tout aussi absurde qu'une perturbation du cours habituel des maladies fasse l'objet d'une pareille exploitation émotionnelle et rameute cette incompréhension arrogante qui bouta jadis hors de France le nuage de Tchernobyl ? Certes, nous savons avec quelle facilité le spectre de l'apocalypse sort de sa boîte pour s'emparer du premier cataclysme venu, rafistoler l'imagerie du déluge universel et enfoncer le soc de la culpabilité dans le sol stérile de Sodome et Gomorrhe.

La malédiction divine secondait utilement le pouvoir. Du moins jusqu'au tremblement de terre de Lisbonne en 1755, lorsque le marquis de Pombal, ami de Voltaire, tire parti du séisme pour massacrer les jésuites, reconstruire la ville selon ses conceptions et liquider allègrement ses rivaux politiques à coups de procès « proto-staliniens. » On ne fera pas l'injure à Pombal, si odieux qu'il soit, de comparer son coup d'éclat dictatorial aux misérables mesures que le totalitarisme démocratique applique mondialement à l'épidémie de coronavirus.

Quel cynisme que d'imputer à la propagation du fléau la déplorable insuffisance des moyens médicaux mis en œuvre ! Cela fait des décennies que le bien public est mis à mal, que le secteur hospitalier fait les frais d'une politique qui favorise les intérêts financiers au détriment de la santé des citoyens. Il y a toujours plus d'argent pour les banques et de moins en moins de lits et de soignants pour les hôpitaux. Quelles pitreries dissimulera plus longtemps que cette *gestion catastrophique du catastrophisme* est inhérente au capitalisme financier mondialement dominant, et aujourd'hui mondialement combattu au nom de la vie, de la planète et des espèces à sauver.

Sans verser dans cette resucée de la punition divine qu'est l'idée d'une Nature se débarrassant de l'Homme comme d'une vermine importune et nuisible, il n'est pas inutile de rappeler que pendant des millénaires, l'exploitation de la nature humaine et de la nature terrestre a imposé le dogme de l'anti-physis, de l'anti-nature. Le livre d'Eric Postaire, *Les épidémies du XXI^e siècle*, paru en 1997, confirme les effets désastreux de la dénaturation persistante, que je dénonce depuis des décennies. Evoquant le drame de la « vache folle » (prévu par Rudolf Steiner dès 1920), l'auteur rappelle qu'en plus d'être désarmés face à certaines maladies nous prenons conscience que le

progrès scientifique lui-même peut en provoquer. Dans son plaidoyer en faveur d'une approche responsable des épidémies et de leur traitement, il incrimine ce que le préfacier, Claude Guidin, appelle la « philosophie du tiroir-caisse ». Il pose la question : « A subordonner la santé de la population aux lois du profit, jusqu'à transformer des animaux herbivores en carnivores, ne risquons-nous pas de provoquer des catastrophes fatales pour la Nature et l'Humanité ? » Les gouvernants, on le sait, ont déjà répondu par un OUI unanime. Quelle importance puisque le NON des intérêts financiers continue de triompher cyniquement ?

Fallait-il le coronavirus pour démontrer aux plus bornés que la dénaturation pour raison de rentabilité a des conséquences désastreuses sur la santé universelle - celle que gère sans désespérer une Organisation mondiale dont les précieuses statistiques pallient la disparition des hôpitaux publics ? Il existe une corrélation évidente entre le coronavirus et l'effondrement du capitalisme mondial. Dans le même temps, il apparaît non moins évidemment que ce qui recouvre et submerge l'épidémie du coronavirus, c'est une peste émotionnelle, une peur hystérique, une panique qui tout à la fois dissimule les carences de traitement et perpétue le mal en affolant le patient. Lors des grandes épidémies de peste du passé, les populations faisaient pénitence et clamaient leur culpabilité en se flagellant. Les managers de la déshumanisation mondiale n'ont-ils pas intérêt à persuader les peuples qu'il leur est fait ? Qu'il ne leur reste que la flagellation de la servitude volontaire ? La formidable machine médiatique ne fait que ressasser le vieux mensonge du décret céleste, impénétrable, inéluctable où l'argent fou a supplanté les Dieux sanguinaires et capricieux du passé.

Le déchaînement de la barbarie policière contre les manifestants pacifiques a amplement montré que la loi militaire est la seule chose qui fonctionnait efficacement. Elle confine aujourd'hui femmes, hommes et enfants en quarantaine. Dehors, le cerceuil, dedans la télévision, la fenêtre ouverte sur un monde fermé ! C'est une mise en condition capable d'aggraver le malaise existentiel en misant sur les émotions écorchées par l'angoisse, en exacerbant l'aveuglement de la colère impuissante. Mais même le mensonge cède à l'effondrement général. La crétinisation étatique et populiste a atteint ses limites. Elle ne peut nier qu'une expérience est

en cours. La désobéissance civile se propage et rêve de sociétés radicalement nouvelles parce que radicalement humaines. La solidarité libère de leur peau de mouton individualiste des individus qui ne craignent plus de penser par eux-mêmes.

Le coronavirus est devenu le révélateur de la faillite de l'État. Voilà au moins un sujet de réflexion pour les victimes du confinement forcé. Lors de la parution de mes *Modestes propositions aux grévistes*, des amis m'ont remontré la difficulté de recourir au refus collectif, que je suggérais, d'acquiescer les impôts, taxes, prélèvements fiscaux. Or, voilà que la faillite avérée de l'État-escroc atteste un délabrement économique et social qui rend absolument insolubles les petites et moyennes entreprises, le commerce local, les revenus modestes, les agriculteurs familiaux et jusqu'aux professions dites libérales. L'effondrement du Léviathan a réussi à convaincre plus rapidement que nos résolutions de l'abattre.

Le coronavirus a fait mieux encore. L'arrêt des nuisances productivistes a diminué la pollution mondiale, il épargne une mort programmée à des millions de personnes, la nature respire, les dauphins reviennent batisoler en Sardaigne, les canaux de Venise purifiés du tourisme de masse retrouvent une eau claire, la bourse s'effondre. L'Espagne se résout à nationaliser les hôpitaux privés, comme si elle redécouvrait la sécurité sociale, comme si l'État se souvenait de l'État-providence qu'il a détruit.

Rien n'est acquis, tout commence. L'utopie marche encore à quatre pattes. Abandonnons à leur inanité céleste les milliards de bank-notes et d'idées creuses qui tournent en rond au-dessus de nos têtes. L'important, c'est de « faire nos affaires nous-mêmes » en laissant la bulle affairiste se défaire et imploder. Gardons-nous de manquer d'audace et de confiance en nous !

Notre présent n'est pas le confinement que la survie nous impose, il est l'ouverture à tous les possibles. C'est sous l'effet de la panique que l'État oligarchique est contraint d'adopter des mesures qu'hier encore il décrétait impossibles. C'est à l'appel de la vie et de la terre à restaurer que nous voulons répondre. La quarantaine est propice à la réflexion. Le confinement n'abolit pas la présence de la rue, il la réinvente. Laissez-moi penser, *cum grano salis*, que l'insurrection de la vie quotidienne a des vertus thérapeutiques insoupçonnées.

Contre le virus capitaliste

Les gardiens de l'ordre capitaliste martèlent à l'unisson qu' « il y aura un avant et un après cette épidémie ». Or, rien ne garantit un futur préférable à la situation qui prévalait pour la majorité de la population laborieuse avant l'apparition du Covid-19.

La crise multidimensionnelle dans laquelle nous ont plongé les irresponsables gouvernementaux rappelle, s'il en était encore besoin, que la bourgeoisie et son État ne se contentent pas de reprendre d'une main ce qu'ils prétendent donner de l'autre.

« Quoi qu'il en coûte », le pouvoir cherche en effet à protéger les intérêts des patrons au détriment de la santé des exploités. « Nous sommes en guerre », certes. Mais le conflit ne se cantonne pas au domaine sanitaire : il est éminemment politique et social. Quand, avec un cynisme certain, une porte-parole salue les salariés qui vont travailler « la boule au ventre », il s'agit surtout de refuser l'exercice du droit de retrait pour ceux dont les employeurs feraient respecter les fameuses « mesures barrières ». Ainsi, les ouvriers qui ne peuvent guère recourir au télétravail – facteur supplémentaire de désocialisation – mesurent tout le mépris de classe dont ils font l'objet, jetant une lumière crue sur la « distance sociale » qui les sépare des préposés à l'encadrement.

Les indépendants, auto-entrepreneurs, artistes et autres travailleurs informels qui se débrouillaient tant bien que mal en dehors du salariat réglementé mesurent l'extrême fragilité de leur situation peu enviable. Avec les chômeurs, les détenus, les sans-abris ou les étrangers, ils ressentent dans leur chair l'exclusion qui terrorise une classe moyenne jalouse de ses avantages, son arrogance, son langage et ses innombrables signes distinctifs.

Après le premier tour des municipales, la gauche radicale a souligné le « large désintérêt populaire pour cette élection perçue comme totalement déplacée ». Ne fallait-il pas, dès lors, appeler au boycott actif de ce scrutin comme de tous les suivants ? Dans une subite audace, des organisations franciliennes déclarent que « le syndicalisme ne saurait devenir le suppléant du gouvernement ». Or, les bureaucrates n'ont-ils jamais fait autre chose en cautionnant ces dernières années un « dialogue social » subventionné ?

Pendant ce temps, un magazine de la droite dure ricane devant la pagaille qui règnerait dans des « quartiers populaires » où l'on se bat – au sens

propre – pour défendre son bifteck devant une boucherie halal de la banlieue sud.

Tandis que les identitaires applaudissent au rapatriement d'Africains coincés en France, les xénophobes ne disent rien sur les Parisiens aisés qui ont fui la capitale pour gagner leurs résidences luxueuses de province.

Quant aux intégristes, ils invitent « à voir à travers l'épreuve du coronavirus et des conséquences qu'elle entraîne pour nous aujourd'hui la volonté de Dieu ». Réjouissons-nous plutôt de la fermeture des lieux de culte et des enceintes sportives. Le lock-out décidé unilatéralement par les autorités permet de dresser l'inventaire des « activités essentielles » et, par contraste, celui des tâches antagoniques à la satisfaction des besoins humains favorisées par un mode de production parasitaire.

Un journal laïque signalait que l'art et la culture devenaient explicitement « non indispensables » aux yeux des tenants du régime. Comme si la plèbe ne pouvait se contenter que de pâtes industrielles ou de boîtes de conserve.

En réponse au mépris pour l'université et la recherche, un collectif réclame « respect, éthique intellectuelle, transparence et intégrité », autant de valeurs à rebours des pratiques féodo-vassaliques qui régissent ce milieu menacé de clochardisation.

La situation n'est pas différente dans les autres secteurs de ce qu'on appelle « service public » par abus de langage; cette notion anachronique démantelée par la gauche, privatisée par la droite, contre-réforme après contre-réforme, froidement.

La santé n'est pas en reste. En une quinzaine d'années, des dizaines de milliers d'emplois et près de 70 000 lits ont disparu à l'hôpital public selon un quotidien. Mais applaudir à son balcon ne suffit pas à restituer ce qui a été détruit et volé.

Les « inconscients » ne sont pas les flâneurs que les drones surveillent ou que les policiers verbalisent. Ce sont les professionnels de la représentation qui ont bradé les conquêtes sociales. Ce sont les poseurs de la contestation qui ont multipliés les impasses.

Il n'y a plus rien à attendre des tenants d'une radicalité postmoderne (intersectionnels, décoloniaux, animalitaires, etc.) dont les thèses ont été balayées par cette déflagration qui interpelle notre commune humanité. Par conséquent, il faudra établir le bilan des défaites successives et refuser, dès à présent, les fausses recettes qui ont conduit au désastre planétaire. La « crise sanitaire » exprime la crise du capitalisme et de la démocratie représentative qu'il faut rejeter définitivement. Pourtant, d'aucuns en viennent à justifier l'attestation de sortie qui, toutes proportions gardées, remémore le livret d'ouvrier de l'Ancien Régime ou le permis de

voyage sous la colonisation. Inutile de franchir le point Godwin...

Quelle liberté perdue faudra-t-il pleurer demain ? Ici et maintenant, cette crise permet de tester à grande échelle les instruments d'un contrôle social perfectionné grâce aux nouvelles technologies. Et tout cela au nom de notre santé.

Car cette épreuve révèle les peurs enfouies, le degré d'aliénation et le niveau de passivité entretenu par l'injonction « restez chez vous » répétée inlassablement par les médias de masse et relayée jusque dans nos logements exigus par voie d'affichage.

Mais la crainte ne nous grandit pas. Loin de là. L'isolement n'ouvre aucune perspective émancipatrice. L'atomisation sert le pouvoir, tous les pouvoirs. La propagande anxigène vise à renforcer l'atomisation et à infantiliser des adultes déjà fragilisés.

Sur la radio publique, les auditeurs attendent des experts des consignes à propos de ce qu'ils ont le droit de faire, comme les jeûneurs demandent aux imams ce qui est licite sur les stations communautaires pendant le mois de Ramadan.

Heure après heure, les sirènes deviennent plus bruyantes. Que dire des regards fuyants quand on croise un piéton dans un quartier désert ? Les masques, plus nombreux sur les visages malgré les stocks vidés, défigurent et installent l'ambiance d'un hôpital militaire.

L'absurdité d'un mode de vie subi éclate au grand jour avec la pandémie : le confinement a provoqué l'augmentation des ventes d'accessoires sexuels, de drogues et d'armes aux États-Unis. Sans parler de la pénurie de papier hygiénique dans les supermarchés.

On assiste à une ruée paradoxale sur les sites de rencontres alors que celles-ci ne sont plus possibles et encore moins désirées par des célibataires depuis longtemps indisponibles, dépressifs ou en épuisement professionnel.

Le toucher était suspect dans nos contrées inclusives, le contact devient criminel. On pourra balancer son malade et le géolocaliser grâce à des applications qui ramènent le morbide à une dimension ludique, comme n'importe quel jeu vidéo.

Mais la réalité nous rattrape très vite, à mesure que les « cellules éthiques » opèrent un tri selon les chances de survie des patients, comme dans l'Italie voisine, et que se creuse « l'espace de courtoisie » entre chaque consommateur. Pour sortir du marasme, il faudra sans doute, ainsi que le suggère une revue chinoise, « opérer dans cet état perpétuel de crise et d'atomisation ». D'autant que tout n'est pas perdu. Selon le quotidien français de référence, « l'union sacrée » n'est pas encore réalisée.

Tel est leur problème, telle est notre solution !

L'anarchisme est une philosophie pratique et ne vise pas à l'impossible. Ce que veut l'anarchisme, c'est de rendre le principe de l'égalité libéré accessible à tout humain. Sous ce régime, la majorité n'a pas plus de droits que la minorité, la multitude pas plus de droits qu'une seule unité humaine. (...) L'anarchisme affirme que la liberté dans toutes les sphères de la vie est encore le meilleur moyen d'amener l'espèce humaine à un niveau d'existence plus heureux.

Joseph (dit Jo) A. LABADIE, in 'L'anarchisme ce qu'il est et ce qu'il n'est pas, 1894.

Interview de GIORGIO AGAMBEN

Philosophe de renommée internationale, Giorgio AGAMBEN a notamment élaboré le concept d'"état d'exception" comme paradigme du gouvernement dans sa grande œuvre de philosophie politique *Homo Sacer* (Seuil, 1997-2005).

Dans le sillage de Michel Foucault, mais aussi de Walter Benjamin ou d'Hannah Arendt, il a mené une série d'enquêtes généalogiques sur les notions de "dispositif" et de "commandement", élaboré les concepts de "désœuvrement", de "forme de vie" ou de "pouvoir destituant". Intellectuel de référence de la mouvance des "ingouvernables", Giorgio AGAMBEN a publié une tribune dans le journal *Il Manifesto* ("*Coronavirus et état d'exception*", 26 février) qui a suscité des critiques parce que, s'appuyant sur les données sanitaires italiennes d'alors, il s'attachait à la défense des libertés publiques en minimisant l'ampleur de l'épidémie. Dans un entretien au monde, il analyse "les conséquences éthiques et politiques extrêmement graves" qui découlent des mesures sécuritaires mises en œuvre afin de juguler la pandémie.

L'Italie devient le pays le plus touché par le coronavirus. Dans un texte publié par "*Il Manifesto*", vous avez écrit que la pandémie mondiale de covid-19 était une supposée épidémie, rien d'autre qu'"une sorte de grippe". Au regard du nombre de victimes et de la rapidité de la propagation du virus, notamment en Italie, regrettez-vous ces propos ?

Je ne suis ni virologue, ni médecin, et dans l'article en question qui date d'il y a un mois, je ne faisais que citer textuellement ce qui était, à l'époque, l'opinion du Centre national de la recherche italien. Mais je ne vais pas entrer dans les discussions entre les scientifiques sur l'épidémie ; ce qui m'intéresse, ce sont les conséquences éthiques et politiques extrêmement graves qui en découlent.

Il semblerait que, le terrorisme étant épuisé comme cause de mesures d'exception, l'invention d'une épidémie puisse offrir le prétexte idéal pour étendre les mesures d'exception au-delà de toutes les limites, écrivez-vous. Comment pouvez-vous soutenir qu'il s'agit d'une "invention" ?

Traduction d'une pensée complexe

«Moi je n'adore pas le mot de pénibilité parce que ça donne le sentiment que le travail serait pénible.»

Emmanuel Macron (octobre 2019)

«Moi je n'adore pas le mot de travail parce que ça donne le sentiment qu'il existerait des travailleurs...»

Le terrorisme tout comme une épidémie ne peuvent-ils pas conduire à des politiques sécuritaires, que l'on peut juger inacceptables, tout en étant bien réels ? Quand on parle d'invention dans un domaine politique, il ne faut pas oublier que cela ne doit pas s'entendre dans un sens uniquement subjectif. Les historiens savent qu'il y a des conspirations pour ainsi dire objectives, qui semblent fonctionner en tant que telles sans qu'elles soient dirigées par un sujet identifiable. Comme Michel Foucault l'a montré avant moi, les gouvernements sécuritaires ne fonctionnent pas nécessairement en produisant la situation d'exception, mais en l'exploitant et en la dirigeant quand elle se produit. Je ne suis certainement pas le seul à penser que pour un gouverne-

ment totalitaire comme celui de la Chine, l'épidémie a été le moyen idéal pour tester la possibilité d'isoler et contrôler une région entière. Et qu'en Europe l'on puisse se référer à la Chine comme un modèle à suivre, cela montre le degré d'irresponsabilité poli-

S'EN SORTIR SANS SORTIR

tique dans lequel la peur nous a jetés. Il faudrait s'interroger sur le fait au moins étrange que le gouvernement chinois déclare tout à coup close l'épidémie quand cela lui convient.

Pourquoi l'état d'exception est-il, selon vous, injustifié, alors que le confinement apparaît aux yeux des scientifiques comme l'un des principaux moyens d'enrayer la propagation du virus ?

Dans la situation des confusions babéliques des langages qui nous caractérisent, chaque catégorie poursuit ses raisons particulières sans tenir compte des raisons des autres. Pour le virologue, l'ennemi à combattre, c'est le virus ; pour les médecins, l'objectif est la guérison, pour le gouvernement, il s'agit de maintenir le contrôle, et il est bien possible que je fasse la même chose en rappelant que le prix à payer pour cela ne doit pas être trop élevé. Il y a eu en Europe des épidémies bien plus graves, mais personne n'avait pensé pour cela à déclarer un état d'exception comme celui qui, en Italie et en France, nous empêche pratiquement de vivre. Si l'on tient compte du fait que la maladie n'a touché pour l'instant en Italie que moins de l'un sur mille de la population, on se demande ce que l'on ferait si l'épidémie devait vraiment s'aggraver. La peur est une mauvaise conseillère et je ne crois pas que transformer le pays en un pays pestiféré, où chacun regarde l'autre comme une occasion de contagion, soit vraiment la bonne solution. La fausse logique est toujours la même: comme face au terrorisme on affirmait qu'il fallait supprimer la liberté pour la défendre, de même on nous dit qu'il faut suspendre la vie pour la protéger. Lire aussi Paolo GIORDANO : "Je ne veux pas passer à côté de ce que l'épidémie nous dévoile de nous-mêmes".

N'assistez-t-on pas à la mise en place d'un Etat d'exception permanent ?

Ce que l'épidémie montre clairement, c'est que l'Etat d'exception, auquel les gouvernements nous ont depuis longtemps familiarisés, est devenu la condition normale. Les hommes se sont tellement habitués à vivre dans un état de crise permanente qu'il ne semble pas s'apercevoir que leur vie a été réduite à une condition purement biologique et a perdu non seulement sa dimension politique, mais aussi toute dimension humaine. Une société qui vit dans un état d'urgence permanent ne peut pas être une société libre. Nous vivons dans une société qui a sacrifié sa liberté aux prétendues "raisons de sécurité" et s'est ainsi condamnée à vivre sans cesse dans un état de peur et d'insécurité.

En quel sens vivons-nous une crise biopolitique ?

La politique moderne est de fond en comble une biopolitique, dont l'enjeu dernier est la vie biologique en tant que telle. Le fait nouveau est que la santé devient une obligation juridique à remplir à tout prix.

Pourquoi le problème n'est-il pas, selon vous, la gravité de la maladie mais l'effondrement ou l'effondrement de toute éthique et de toute politique qu'elle a produit ?

*La peur fait apparaître bien des choses que l'on feignait de ne pas voir. La première est que notre société ne croit plus à rien d'autre qu'à la vie nue. Il est pour moi évident que les italiens sont disposés à sacrifier pratiquement tout, leurs conditions normales de vie, les rapports sociaux, le travail, et même les amitiés, les affects, et les convictions politiques et religieuses au danger de se contaminer. La vie nue n'est pas quelque chose qui unit les hommes, mais qui plutôt les aveugle et les sépare. Les autres hommes, comme dans la peste décrite par MANZONI dans son roman "*Les fiancés*", ne sont plus que des agents de contagions, qui doivent être maintenus au moins à un mètre de distance et emprisonnés s'ils s'approchent un peu trop. Même*

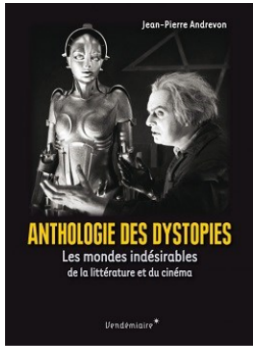
ON EST PARTI · E · S POUR Y RESTER !

les morts— c'est vraiment barbare—n'ont plus droit aux funérailles et on ne sait pas trop bien ce qu'il en est de leur cadavre. Notre prochain n'existe plus et il est vraiment effarant que les deux religions qui semblaient régir l'Occident, le christianisme et le capitalisme, la religion du Christ et la religion de l'argent gardent le silence. Qu'en est-il des rapports humains dans un pays qui s'habitue à vivre dans des telles conditions ? Et qu'est-ce qu'une société qui ne croit plus qu'à la survie ? C'est un spectacle vraiment attristant de voir une société toute entière, face à un danger d'ailleurs incertain, liquider en bloc toutes ses valeurs éthiques et politiques. Quand tout cela sera passé, je sais que je ne pourrai plus revenir à l'état normal.

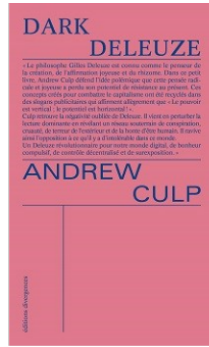
Comment sera selon vous, le monde d'après ?

Ce qui m'inquiète, ce n'est pas seulement le présent, mais aussi ce qui viendra après. Tout comme les guerres ont laissé en héritage à la paix une série de technologies néfastes, il est bien probable que l'on cherchera à continuer après la fin de l'urgence sanitaire les expériences que les gouvernements n'avaient pas encore réussi à réaliser : que l'on ferme les universités et que les cours se fassent en ligne, que l'on cesse une fois pour toutes de se réunir pour parler des questions politiques ou culturelles et qu'on échange uniquement des messages digitaux, et que partout il soit possible que les machines remplacent tout contact, toute contagion, entre les humains.

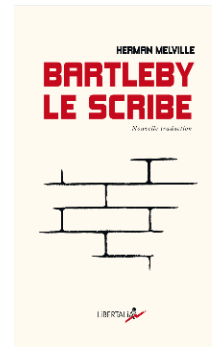
Lectures en ces temps inexpugnables...



Jean-Pierre Andrevon,
Anthologie des dystopies, Les mondes indésirables de la littérature et du cinéma,
Éditions Vendémiaire,
348 pages, 26 euros



Andrew Culp,
Dark Deleuze,
Éditions Divergences,
104 pages, 13 euros



Herman Melville,
Bartleby le scribe,
Nouvelle traduction
de Noëlle de Cham-
brun et Tancrede
Ramonet, 88 pages,
5 €, parution : 2
avril 2020

Dictatures totalitaires, règne des écrans, apocalypses nucléaires, rébellion des machines, catastrophes climatiques, famines poussant à l'anthropophagie, abrutissement des masses par le consumérisme ou par le jeu, eugénisme, clonage... Depuis plus de cent ans, la dystopie s'est montrée d'une inventivité fascinante dans l'imagination de futurs malheureux. Grimaçante antinomie de l'utopie, le genre a obtenu ses lettres de noblesse avec des classiques reconnus comme *Le Meilleur des mondes* d'Aldous Huxley ou *Fahrenheit 451* de Ray Bradbury, avant de conquérir l'espace littéraire, cinématographique et télévisuel.

Car nul mieux que lui n'a su dévoiler et exacerber les angoisses de notre présent face aux bouleversements de la modernité. Tous les dilemmes que pose l'intelligence artificielle n'ont-ils pas déjà été anticipés par **Philip K. Dick** et *Blade Runner* (**Ridley Scott**) ? Ceux soulevés par la vidéosurveillance et le fichage des citoyens par *1984* de **George Orwell** et *Black Mirror* ? Quant à la série des *Mad Max* de **George Miller**, n'annonce-t-elle pas les risques que fait courir à notre société une pénurie des énergies fossiles ?

Cette anthologie s'attache à couvrir toutes les facettes de ce genre protéiforme et omniprésent. Sous la plume de l'écrivain de science-fiction qu'est **Jean-Pierre Andrevon**, ce sont des centaines de futurs potentiels qui se révèlent, au travers d'œuvres incontournables ou méconnues. Autant de récits qui interrogent les frontières morales et politiques de l'humanité et son rapport aux limites environnementales de notre planète.

Le gouvernement n'est rien d'autre que le gendarme du Capital, l'épouvantable flic qui garde les coffres forts des vautours des banques, du commerce et de l'industrie. Pour le Capital il a du respect et lui est entièrement soumis ; pour le peuple, il a les prisons, les casernes et le gibet.

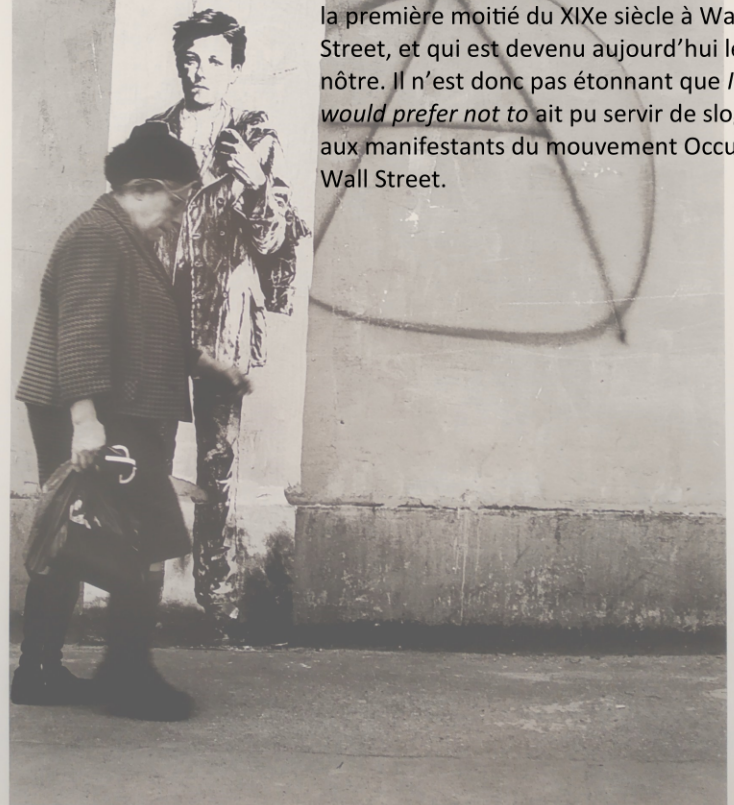
Ricardo FLORES MAGON, Regeneración, 11 février 1911.

Le philosophe **Gilles Deleuze** est connu comme le penseur de la création, de l'affirmation joyeuse et du rhizome. Dans ce livre, **Andrew Culp** défend l'idée polémique que cette pensée radicale et joyeuse a perdu son potentiel de résistance au présent. Ces concepts créés pour combattre le capitalisme ont été recyclés dans des slogans publicitaires qui affirment allègrement que : « Le pouvoir est vertical ; le potentiel horizontal ! ».

Andrew Culp retrouve la négativité oubliée de Deleuze. Il vient en perturber la lecture dominante en révélant un réseau souterrain de conspiration, de cruauté, de terreur de l'extérieur et de la honte d'être humain. Il ravive ainsi l'opposition à ce qu'il y a d'intolérable dans ce monde. Un Deleuze révolutionnaire pour notre monde digital, de bonheur compulsif, de contrôle décentralisé et de surexposition.

« *Je restai assis dans un silence total, essayant d'absorber le choc. Je me dis d'abord que mes oreilles m'avaient trompé, ou que Bartleby n'avait pas compris ce que je lui avais demandé. Je répétai donc ma demande le plus clairement possible ; mais tout aussi clairement revint la précédente réponse : "J'aimerais autant pas."* »

Le monde que Melville décrit dans la célèbre nouvelle *Bartleby* en 1853, c'est déjà le monde de la *start up nation*, des travailleurs atomisés, surveillés, uberisés ; des *managers* amis ; le monde des *bullshit jobs*, de l'*open space* et de la transparence ; un monde impersonnel et vide, dématérialisé et pétrifié, dans lequel toute issue ne débouche que sur des impasses et où toute forme de résistance est criminalisée. Le monde du copyright, de la mégalopole et du flux. Bref, un monde-marchand, brutal et clos, né dans la première moitié du XIXe siècle à Wall Street, et qui est devenu aujourd'hui le nôtre. Il n'est donc pas étonnant que *I would prefer not to* ait pu servir de slogan aux manifestants du mouvement Occupy Wall Street.



IL N'Y A PAS DE COMPTE A RENDRE, IL N'Y A QUE DES COMPTES A REGLER !